

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21711 - 80ÈME ANNÉE

Halte à la casse du service public

Grèves et manifestations ce 5 décembre 2024 à La Réunion

Le 5 décembre 2024, plusieurs syndicats réunionnais appellent à une grève générale et à des manifestations dans l'île. Cette mobilisation s'inscrit dans un mouvement national dénonçant des mesures gouvernementales contre le service public et pour améliorer les conditions de travail. Le service public est un moyen de lutter contre les inégalités. Il constitue une cible de choix pour les gouvernements qui mènent une politique au service de la classe la plus riche, dont des membres refusent de contribuer financièrement à la société qui leur permet de mener un train de vie hors-sol.

Des organisations telles que la CGTR la FSU, et Solidaires figurent parmi les principales initiatrices de l'appel à la grève et à la manifestation ce 5 décembre à La Réunion. Cette mobilisation s'inscrit dans un cadre intersyndical national regroupant la CGT, la CFDT, l'UNSA, et la FA-FP notamment.

Revendications

Les revendications portent sur plusieurs aspects, notamment :

La lutte contre les suppressions de postes : Avec des réductions budgétaires significatives, des milliers de postes sont menacés à l'échelle de la République. Ceci aura des conséquences importantes à La Réunion. La défense des conditions de travail des fonctionnaires : les syndicats dénoncent l'allongement des délais de carence pour les arrêts maladie (passant de 1 à 3 jours) et la diminution de l'indemnisation des arrêts à 90 % du salaire contre 100 % auparavant. L'amélioration des salaires : Le gel des rémunérations dans la fonction publique constitue une perte de pouvoir d'achat, particulièrement dans des zones où le coût de la vie est élevé. Même avec la surrémunération de 53 % pour les titulaires, les fins de mois peuvent être difficiles. Elles le sont encore plus pour



les agents non-titulaires payés au SMIC sans surrémunération.

Le maintien de la GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat), un dispositif de compensation financière que le gouvernement envisage de supprimer.

Les actions prévues

À La Réunion, des rassemblements auront lieu à Saint-Denis et à Saint-Pierre. Ce mouvement vise à alerter l'opinion publique sur la dégradation des services publics et à faire pression sur le gouvernement pour revoir ses politiques.

Dans un territoire où les inégalités sociales sont déjà marquées, ces mesures risquent d'amplifier les difficultés rencontrées par la population. Les syndicats s'opposent à la politique de classe du gouvernement qui vise à favoriser les plus riches qui préfèrent recourir au privé qu'aux services publics, notamment dans la santé et l'éducation.

Les syndicats espèrent mobiliser largement afin de faire entendre leur voix, tant à Paris qu'à La Réunion.

M.M.

Le gaspillage automobile à La Réunion : fléau environnemental et économique

La Réunion, comme beaucoup de territoires insulaires, subit de plein fouet les effets de la société de consommation importée d'Occident. Le gaspillage lié aux véhicules hors d'usage (VHU) illustre les impacts négatifs de ce modèle économique installé par le néocolonialisme français à La Réunion. Les activités génératrices de revenus créées autour de ces véhicules abandonnés qui prolifèrent sont loin de compenser un coût considérable pour tous les contribuables, pour l'environnement, ainsi que les risques sanitaires.

Le marché automobile réunionnais est marqué par une forte incitation au renouvellement des véhicules. Cette tendance est alimentée par deux facteurs principaux. Tout d'abord la société de consommation importée, qui valorise le neuf et l'obsolescence programmée. Ensuite des normes européennes destinées à satisfaire les intérêts des capitalistes de ce continent pour pousser à renouveler un objet qui fonctionne parfaitement. Cela se traduit par des contrôles techniques de plus en plus exigeants. Résultat : des voitures en état de marche mais nécessitant des réparations pour passer le contrôle sont abandonnées. Pourtant, elles peuvent être capables de parcourir des dizaines voire des centaines de milliers de kilomètres supplémentaires.

Saint-Paul : un exemple révélateur de la crise générale

Le cas de Saint-Paul illustre l'ampleur du problème. Au premier semestre 2024, 600 véhicules hors d'usage y ont été répertoriés, indique un reportage de Réunion Première. Selon ce média, une brigade dédiée a permis de réduire ce chiffre de deux tiers. Cela illustre la situation sur l'île.

Ces carcasses ne sont pas seulement des nuisances visuelles. Elles engendrent de nombreux problèmes. C'est tout d'abord un risque sanitaire. Les véhicules abandonnés deviennent des lieux de prolifération pour les moustiques, vecteurs de maladies comme la dengue et le chikungunya, ainsi que pour les rats, transmetteurs d'une autre maladie grave, la leptospirose. C'est ensuite une pollution environnementale. Les batteries, huiles et autres fluides toxiques finissent par contaminer les sols et les eaux.

Le contribuable doit payer cette conséquence de la société de consommation importée

Les contribuables réunionnais sont doublement pénalisés. D'une part, ils doivent financer les campagnes de collecte et de destruction des VHU. D'autre part, ils subissent les conséquences environnementales et sanitaires de ces pratiques, aggravées par des réseaux illégaux de récupération de pièces détachées.

Des Réunionnais arrivent à créer des activités génératrices de revenus. Illégalement, ils démontent ces véhicules abandonnés pour récupérer des pièces détachées. Ces dernières sont ensuite revendues à un prix moins élevé que les pièces neuves importées, voire d'occasion. Mais ce point positif ne permet pas de contrebalancer le coût environnemental et économique de cette conséquence de l'importation de la société de consommation à La Réunion par le néocolonialisme français.

À La Réunion, l'importation massive de véhicules neufs et de leurs normes associées ne tient pas compte des spécificités locales, où le pouvoir d'achat est limité et les infrastructures de gestion des déchets encore insuffisantes.

Rompre avec le néocolonialisme pour aller vers l'économie circulaire

Pour limiter ce gaspillage, plusieurs pistes méritent d'être explorées :

Tout d'abord encourager les réparations plutôt que l'achat du neuf. Cela signifie faciliter l'accès aux pièces détachées à prix raisonnables et rechercher un cadre formel pour les travailleurs réunionnais qui tirent des revenus du démontage clandestin de véhicules abandonnés.

Ensuite, promouvoir le reconditionnement des véhicules qui peuvent encore rouler plusieurs années.

Cette orientation vers l'économie circulaire suppose une rupture avec le néocolonialisme pour recentrer l'économie de La Réunion sur la création de richesses qui ne sont pas ensuite rapatriées dans les comptes de sociétés françaises. Ces sociétés françaises n'ont en effet aucun intérêt à voir leurs bénéfices diminuer au profit du pouvoir d'achat des Réunionnais.

M.M.

Jeunes Reporters Francophones 2024 : immersion au cœur de la couverture électorale

58 jeunes étudiants en journalisme et communication ont récemment achevé une formation intensive de dix semaines dédiée à la couverture médiatique du processus électoral à Madagascar. Cette initiative, portée par la Friedrich-Ebert-Stiftung Madagascar avec le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), a permis aux participants de conjuguer théorie et pratique pour mieux appréhender les enjeux journalistiques liés aux élections.

Lancé en septembre 2024 à Antananarivo, le programme Jeunes Reporters Francophones a débuté par une phase théorique couvrant les fondamentaux du processus électoral et les techniques journalistiques. Cette étape cruciale a préparé les jeunes reporters aux défis spécifiques de la couverture électorale, notamment l'équilibre, la précision, et la contextualisation des informations.

Après cette phase initiale, les participants ont intégré les rédactions de médias partenaires tels que 2424.mg, Studio Sifaka, Réseau Malina et Politikà. Pendant huit semaines, ils ont vécu le quotidien des journalistes professionnels, multipliant les reportages sur le terrain et apprenant à naviguer dans le flux complexe d'informations électorales.

L'objectif principal de cette formation était de renforcer l'accès à



une information fiable et accessible pour tous, en particulier pour les femmes et les jeunes. À travers ce programme, les reporters en herbe ont pu produire des contenus mettant en lumière les enjeux du scrutin, les programmes des candidats, et les attentes des citoyens.

La Friedrich-Ebert-Stiftung Madagascar, engagée dans la promotion de la démocratie, voit en cette initiative une opportunité de préparer une nouvelle génération de leaders médiatiques et politiques. « L'accompagnement des jeunes dans leur participation à la vie publique est au cœur de notre mission », a déclaré un représentant de l'organisation.

Au-delà de la formation journa-

listique, ce projet a permis aux jeunes de devenir des relais d'informations fiables et des acteurs engagés dans le processus démocratique. Leur travail contribue à informer les citoyens sur les enjeux électoraux tout en renforçant la transparence et la participation dans la vie publique malgache.

Cette expérience intense laisse présager une relève journalistique prometteuse pour Madagascar, capable de relever les défis de demain avec rigueur et professionnalisme.

Faratiana Rakotoarivelo

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Zanfan La Kreuz, zanfan Chagos, lékél l'avé pli pir déstin ?

Ofiramézir èl téi koz ébin mwin téi kroi. In moune si zantiye, avèk in si zoli voi, si tèlman bien abiyé, lé pa possib sa i di pa la vérité. Opliss èl téi koz, opliss mwin téi kroi. Mwin téi kroi mon zanfan n'arté bien laba dann in péi i apèl La Franss, avèk kaziman in konjé tou lé zan épi in promèss in zour li va arotourn doktèr. Otroman issi, grossèss, dsi grossèss, mizèr par dsi mizèr, é kaziman arien pou manzé dann i boukan san nom. Mi sign, bien sir mi sign... Mi mète mon pouss tranpé dann lanke, lavnir mon zanfan lé assiré laba, dan La Kreuze épi si ni oi pa nou va ékrire. Li va ékrire é va bien trouv in moune pou lir.

Promess sé promèss é sa i angaj solman sak i kroi.

Amene pa riyin. Bato Nordvaer i atann dan la bé. Amène soman zot kof an boi pars landroi zot i sava dizon lé konm issi dann Chagoss. Néna toute : la kaz, zardin, travaye épi la mess kan i ariv dimansh épi séga tanbour lo samdi soir. Issi la guèr i sava pété, issi biento laviyon i sava bonbardé épi zot na mèm pi lo shien pou protèz azot - lo shien lé fine toufé antéré, osinonsa brilé. Landroi i sava lé myé k'issi sa lé sir. Zanfan Chagos sar bien ; La Réne la promi, la Réne sa i respèk son promèss, sa i protèz son bann sizé. Fé konfyanss zot nora poin pou rogrété.

Promess sé promèss é sa i angaj arienk sak i kroi...

Néna in moune té apré rogarde lo pti livré i sorte parète épi téi domann si zanfan Chagoss té pliss sansa moïnss maléré ké zanfan La Kreuz, mwin mi panss zot lété, zot toute, dann shomin malizé.

A bon antandèr salu !

Justin